

France/Présidentielle Juppé renonce

AFP
Paris/France

L'"obstination" de François Fillon, arc-bouté sur sa candidature, et le désir de renouvellement, qu'il n'incarne pas, expliquent en grande partie cette décision.

L'ANCIEN Premier ministre Alain Juppé a renoncé hier à servir de recours à une droite française en crise et ne remplacera pas dans la course présidentielle François Fillon, déterminé à maintenir sa candidature malgré les soupçons d'emplois fictifs qui gangrènent sa campagne.

"Je confirme une bonne fois pour toutes que je ne serai pas candidat à la présidence de la République", a déclaré à la presse le rival malheureux de François Fillon à la primaire de droite, en expliquant d'un air grave qu'il n'incarnerait pas le "renouvellement". Pressé par une partie de son camp de suppléer François Fillon, en chute libre dans les sondages, Alain Juppé a souligné que "jamais sous la cinquième République, une élection présidentielle ne s'était présentée de façon aussi confuse", avec une gauche

"déboussolée", une extrême-droite qui "en rajoute dans le fanatisme anti-européen" et la popularité croissante du centriste Emmanuel Macron, malgré son "immaturité politique" et la "faiblesse" de son projet.

"Quel gâchis ! François Fillon avait un boulevard devant lui", a-t-il lâché.

"Le déclenchement des investigations de la justice à son encontre et son système de défense fondé sur la dénonciation d'un prétendu complot et d'une volonté d'assassinat politique l'ont conduit dans une impasse", a déploré cet homme politique de 71 ans qui jouit d'une bonne cote de popularité.

Le candidat désigné de la droite était initialement donné favori pour succéder en mai au socialiste François Hollande à l'Élysée mais le scandale déclenché par les salaires perçus par son épouse Penelope et deux de ses enfants avec des contrats d'assistants parlementaires a précipité sa chute dans les sondages.

REUNION DE CRISE Invité dimanche soir sur un plateau de télévision, François Fillon, 63 ans, a de nouveau exclu de jeter l'éponge malgré la multiplication des défections dans son propre camp, affirmant que "personne ne



Photo : AFP

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a annoncé depuis sa mairie de Bordeaux qu'il ne serait pas le recours de la droite.

peut aujourd'hui l'empêcher d'être candidat".

Convoqué par les juges le 15 mars sans doute pour se voir signifier son inculpation, le candidat de la droite a réuni dimanche des dizaines de milliers de partisans à Paris près de la Tour Eiffel - 200 000 selon son entourage, 50 000 selon la police.

Alain Juppé a estimé hier que le rassemblement des électeurs était "devenu plus difficile encore" du fait qu'une partie du centre a claqué la porte du parti et que le noyau dur des sympathisants du parti "s'est radicalisé".

Lundi, le feuilleton devait se poursuivre à 17H00 GMT (18H00 au Gabon) avec la réunion d'un Comité politique du parti de droite destiné à "évaluer la situation" alors que plus de

300 élus de la droite ont abandonné François Fillon, dont son directeur de cabinet et son porte-parole.

Dans la matinée, l'ancien président Nicolas Sarkozy avait proposé une rencontre avec François Fillon, son ancien Premier ministre, et Alain Juppé "pour trouver une voie de sortie digne et crédible à une situation qui ne peut plus durer". "C'est mort pour Fillon", aurait-il confié à des membres du parti dimanche.

LA "MENACE" LE PEN "EXISTE" La droite redoute de plus en plus sérieusement une nouvelle défaite, cinq ans après l'échec du président sortant Nicolas Sarkozy face au socialiste François Hollande. Les enquêtes d'opinion donnent désormais leur candidat éliminé dès

le premier tour, le 23 avril, derrière la dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen et Emmanuel Macron, ancien ministre de François Hollande repositionné au centre.

Le président Hollande est sorti de sa réserve pour avertir que la "menace" d'une victoire de Marine Le Pen à la présidentielle "existe", dans une interview publiée hier par six journaux européens dont Le Monde.

"Si d'aventure la candidate du Front national (FN) l'emportait, elle engagerait immédiatement un processus de sortie de la zone euro et même de l'Union européenne", a-t-il prévenu.

Le vice-président du FN, Florian Philippot, a enfoncé le clou hier en estimant que "beaucoup d'électeurs" indécis ou penchant pour François Fillon "voteront Marine Le Pen parce que ce sera le vote utile (...) et le vote qui correspond à leurs convictions".

L'appel des proches de Sarkozy à Fillon. Des proches de l'ancien président de droite Nicolas Sarkozy ont demandé hier à François Fillon, candidat à l'élection présidentielle française empêtré dans une affaire d'emplois présumés fictifs, de se choisir "un successeur".

L'Afrique en bref

• **Algérie/Islamistes. Deux morts à l'est d'Alger**

Deux islamistes armés ont été tués hier dans une opération militaire à Dellys, à quelque 80 km à l'est d'Alger, a annoncé le ministère de la Défense. Plus de 32 islamistes armés ont ainsi été tués depuis le début de l'année par l'armée qui a multiplié les opérations dans les régions montagneuses de l'Est du pays.

• **Niger/Jihadistes. Quatre gendarmes tués dans l'ouest**

Au moins quatre gendarmes nigériens ont été tués dans la nuit de dimanche à hier au cours d'une attaque apparemment "terroriste" dans la région de Tillabéri dans l'ouest du pays, a annoncé hier à l'AFP une source sécuritaire.

A travers le monde

• **Allemagne-Turquie/Diplomatie. L'appel de Merkel à Ankara**

La chancelière Angela Merkel a appelé lundi Ankara "à garder la tête froide" dans l'actuelle crise diplomatique germano-turque, réagissant aux déclarations du président Erdogan qui a accusé l'Allemagne de "pratiques nazies".

• **Corée du Nord/Défense. Pyongyang tire une salve de missiles**

La Corée du Nord a tiré hier une salve de quatre missiles balistiques, dont trois ont fini leur course dans les eaux japonaises, une "provocation" intolérable pour Tokyo et un nouveau défi pour le président américain Donald Trump.

• **Etats-Unis/Immigration. Trump signe un nouveau décret**

Le président américain Donald Trump devait signer hier une nouvelle version du décret migratoire qui a été suspendu par la justice, a annoncé hier sa conseillère Kellyanne Conway.

• **Israël/Conflit. Un Palestinien tué dans un échange de tirs avec l'armée**



Photo : AFP

Un Palestinien a été tué durant la nuit de dimanche à hier par l'armée israélienne lors d'un échange de tirs à Ramallah, en Cisjordanie occupée, a annoncé l'armée.

Mali/Violences

Onze morts dans une attaque contre l'armée

AFP
Bamako/Mali

Les assaillants appartiennent au groupe du jihadiste Malaam Ibrahim Dicko, qui dirige Ansarul Islam.

ONZE militaires maliens ont été tués et cinq blessés tôt dimanche matin au cours d'une attaque contre la base militaire de Boulikessi, dans le centre du Mali, près du Burkina Faso, a annoncé le ministère malien de la Défense dans un communiqué lu à la télévision.

"Des hélicoptères de l'opération Barkhane ont atterri

à Boulikessi pour nous assister", a-t-on indiqué de source militaire malienne. La force française Barkhane a mené 125 opérations en 2016 dans les cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso) dans lesquels elle opère, seule ou en partenariat avec des forces locales. Selon une source sécuritaire régionale, "l'attaque (de dimanche) a été menée par le groupe du jihadiste (Malaam) Ibrahim Dicko, qui dirige Ansarul Islam, un mouvement terroriste".

Ce groupe a revendiqué plusieurs attaques ces derniers mois dans le nord du Burkina et notamment le raid le plus meurtrier de l'histoire contre l'armée burkinabè qui a fait 12

morts et traumatisé le pays.

"Nous venons d'entrer en contact avec la hiérarchie de l'armée du Burkina. Une vingtaine de militaires maliens ont pu se replier (dimanche) au Burkina Faso voisin", selon la même source militaire malienne.

"Nous avons recueillis quatorze militaires maliens qui sont entrés sur notre territoire suite à l'attaque qui a eu lieu à Boulikessi au Mali", a déclaré à l'AFP un haut responsable militaire. Selon l'officier, les soldats maliens, dont le plus gradé est un sergent-chef, sont entrés à Kéréboulé, une localité située à environ 75 km au nord-ouest de Djibo, chef-lieu de la province du Soum, près de la frontière

maliennne. Boulikessi, qui est une localité frontalière malienne des provinces du Soum et de l'Oudalan au Burkina Faso, a été prise pour cible dimanche par des assaillants non identifiés, selon un habitant et un officier malien.

Les attaques jihadistes ont augmenté dans le centre du Mali alors que par le passé elles étaient concentrées dans le nord du pays. En 2012, le nord du Mali était tombé sous le contrôle de rebelles touaregs et de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda.

Les groupes jihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du Mali en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en

2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale qui se poursuit actuellement. Une grande quantité de matériel de guerre a été brûlée ou emportée dimanche par les assaillants.

• **Tombouctou et Taoudénit en panne d'autorités intérimaires.** L'installation d'autorités intérimaires à Tombouctou et Taoudénit, dans le nord du Mali, fixée à hier après plusieurs reports, a de nouveau été renvoyée sine die en raison de tensions à Tombouctou, a affirmé à l'AFP un fonctionnaire de la région.

RDCongo/Deuil

Le retour de la dépouille de Tshisekedi reporté sine die

AFP
Kinshasa/RD Congo

LE retour en République démocratique du Congo de la dépouille de l'opposant historique congolais Étienne Tshisekedi, décédé le 1er février à Bruxelles, a été reporté sine die, a-t-on appris hier à Kinshasa auprès de sa

famille. Le corps de M. Tshisekedi, président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et du "Rassemblement" devait être transporté le 11 mars en RDC, selon un précédent programme de la famille.

"Nous avons annulé la date du 11 parce que nous ne sommes plus pour le site de la Gombe", quartier

huppé du nord de Kinshasa, où devait reposer le corps du défunt, a déclaré à l'AFP Mgr Gérard Mulumba, frère de M. Tshisekedi.

"Nous avons pris cette décision à mon retour de la Belgique car l'ensemble du parti [UDPS] est contre cet endroit" et "nous nous alignons sur le point de vue du parti, nous allons négocier [avec les autorités]

pour un autre endroit", a-t-il expliqué. Une réunion est projetée ce mercredi, selon le ministre provincial de l'Intérieur Emmanuel Akwety.

Depuis quelques jours, les autorités de la ville province de Kinshasa ont lancé les travaux d'aménagement du site où devrait être enterré l'opposant, dans le cimetière désaffecté de la

Gombe, réservé aux grandes personnalités du pays.

M. Tshisekedi avait quitté la RDC pour des soins médicaux en Belgique après avoir été désigné président du Conseil national de suivi de l'accord (CNSA), l'organe chargé du suivi dudit accord. Son corps est toujours dans un funérarium de Bruxelles.